Les mesures d'exécution contre les titulaires de licences DPT

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les instruments d'exécution dont dispose la MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière) en vertu du PSA (Payment Services Act, la loi sur les services de paiement) et du FSMA (Financial Services and Markets Act) comprennent les injonctions prudentielles, les conditions de licence, la transaction pénale (composition of offences) et les blâmes. Ils s'étendent aux interdictions d'exercer à l'encontre de personnes physiques, à la suspension et au retrait de licences et, dans les cas graves, au renvoi pénal devant l'Attorney-General's Chambers.[1] La MAS publie ses mesures d'exécution dans des communiqués de presse et les regroupe dans son Enforcement Report, publié environ tous les dix-huit mois, qui expose également ses priorités en matière d'exécution.[2]

Jusqu'au milieu de 2026, le bilan publié des mesures d'exécution contre les titulaires de licences DPT était plus mince que l'activité d'inspection ne le laisserait supposer, pour deux raisons. D'abord, la procédure d'octroi des licences constituait en elle-même le principal instrument d'exécution de la MAS. Sur les centaines de candidats au titre du PSA, la plupart ont retiré leur demande ou ont été refusés. Les conditions de licence imposées aux candidats agréés ont rempli une grande partie du rôle que

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

joue ailleurs l'exécution. Ensuite, les premières actions de la MAS dans le secteur ont pris la forme de mises en garde et de l'Investor Alert List, la liste publique des entités dont la MAS estime qu'elles ont pu être perçues à tort comme agréées. Binance y a été inscrite en septembre 2021, avant de retirer sa demande.[3] Le blâme infligé à Three Arrows Capital en juin 2022 pour fourniture d'informations fausses et dépassement de son plafond d'actifs sous gestion était une mesure prise en vertu du Securities and Futures Act 2001 contre un gestionnaire de fonds exposé aux cryptos. Il ne concernait pas un titulaire de licence DPT.[4]

Ce que le bilan montre en revanche, c'est la méthode de la MAS lorsqu'elle agit. Les sanctions de 2025 dans l'affaire des 3 milliards de S$ (chapitre V) et les sanctions de 2023 contre DBS, OCBC, Citibank et Swiss Life pour des manquements liés à Wirecard ont suivi un même schéma. Un communiqué de presse détaillé nommait l'établissement, les manquements par paragraphe de notice, le montant de la transaction et les mesures correctrices exigées. Des interdictions d'exercer visaient ensuite les personnes physiques lorsque leur comportement le justifiait.[5] Un titulaire de licence DPT doit s'attendre au même traitement et partir du principe que les manquements retenus seront ceux que le document thématique a identifiés. Le coût réputationnel d'une transaction publiée dépasse son coût financier. Les banques lisent les communiqués et réexaminent leurs relations avec l'établissement nommé.

Mesure	Base juridique	Publiée ?	Déclencheur typique
Lettre de surveillance et plan de remédiation	Pouvoirs de surveillance au titre du PSA	Non	Constatations d'inspection
Condition de licence	PSA section 8	Parfois	Faiblesses identifiées lors de l'octroi de la licence ou d'une inspection
Injonction	PSA section 102	Parfois	Comportement précis à cesser ou à adopter
Sanction transactionnelle		Oui	Manquements aux notices sans intention criminelle

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Mesure	Base juridique	Publiée ?	Déclencheur typique
	Pouvoir de transaction au titre du PSA		
Blâme	PSA / FSMA	Oui	Manquements aux règles de conduite
Interdiction d'exercer visant une personne physique	FSMA Part 7	Oui	Faute individuelle ou défaut de supervision
Suspension ou retrait	PSA section 11	Oui	Manquements graves ou répétés, perte du statut « fit and proper »
Renvoi pénal	Infractions au CDSA et au PSA	Lors de l'inculpation	Manquements délibérés, blanchiment

Notes

1. Payment Services Act 2019, Part 7 (surveillance et exécution), notamment section 11 (retrait ou suspension de licence), section 102 (injonctions) et le pouvoir de transaction ; Financial Services and Markets Act 2022, Part 7 (interdictions d'exercer), qui étend à partir de 2024 le pouvoir de la MAS de prononcer des interdictions d'exercer à l'ensemble du secteur financier. ↩
2. MAS, Enforcement Report 2023/2024 (couvrant la période de janvier 2023 à juin 2024), publié en 2024, et les rapports précédents. ↩
3. MAS, communiqué de presse du 2 septembre 2021 inscrivant Binance.com sur l'Investor Alert List ; le retrait par Binance de sa demande de licence à Singapour a été annoncé le 13 décembre 2021. ↩
4. MAS, communiqué de presse du 30 juin 2022, « MAS Reprimands Three Arrows Capital for Providing False Information and Exceeding Assets Under Management Threshold ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

5. MAS, communiqué de presse du 21 juin 2023, « MAS Imposes Composition Penalties on DBS, OCBC, Citibank and Swiss Life for AML/CFT Breaches », d'un montant total de 3,8 millions de S$, en lien avec des flux liés à Wirecard. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com